



8, rue Saint-Sabin - 75544 Paris Cedex 11 - France - tél. (1) 40 21 29 29

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 15 NOVEMBRE 1991

Présents : Rony BRAUMAN, Pierre HARZE, Guy HERMET, Pierre DE RANCOURT, Annie FOURRIER, Marcel ROUX, Jean-Jacques GABAS, Antoine CROUAN, Dominique GOSSOT, Guy HERMET, Valérie SCHWOEBEL, Gérard BOLLINI, Jean-Luc NAHEL, Pierric DE FARAMOND, Jean-Christophe RUFIN, Jacques PINEL.

les points suivants ont été abordés :

| | |
|---|--------|
| - Approbation du compte-rendu du dernier CA | page 1 |
| - XXème Anniversaire | page 1 |
| - Point sur la trésorerie | page 2 |
| - Prospection JAPON - U.S.A. - Film..... | page 2 |
| - Rencontre avec le CICR..... | page 3 |
| - Opération Yougoslavie..... | page 3 |
| - Propositions d'évolution des statuts terrain..... | page 4 |
| - Semaine des Administrateurs..... | page 5 |
| - Missions Vietnam et Laos..... | page 5 |
| - Election du Directeur Général | page 8 |

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU C.A. DU 27 septembre 1991

Voté à l'unanimité.

XXème ANNIVERSAIRE MSF

Antoine fait part du succès de la campagne de presse et télévisuelle engagée à l'occasion du XXème anniversaire :

En plus de l'émission la Marche du Siècle consacrée à MSF et dans laquelle on a pu voir le premier épisode du film A coeur, à corps, à cris, 4 journaux nationaux ont fait paraître des articles de fonds sur MSF : La Vie Catholique, L'Evénement du Jeudi le Nouvel Observateur, le Quotidien du Médecin.

10 quotidiens régionaux ont envoyé des reporters.

VSD, l'Express, Paris Match France Soir et le Figaro vont également publier des enquêtes.

Le numéro de téléphone installé à RTL et appuyé par la Marche du Siècle a reçu 28 000 appels.

Une opération est en projet avec Radio France et le Monde sur la fête des vingt ans de MSF, le 20 décembre.

TRESORERIE

Sylvie commente des courbes représentant l'évolution de la trésorerie depuis 1988.

Alors que traditionnellement, les mois de janvier et février voient les plus fortes rentrées, en janvier 1991, le niveau de trésorerie était au plus bas depuis 4 ans : 30 MF, pour chuter à 3 MF au 30 septembre 1991.

Les raisons apparentes de cet état de fait sont le déficit d'exploitation à fin septembre 1991 s'élevant à 8 MF, les augmentations d'avances aux satellites : + 14 MF sur 1991.

Les causes en sont l'augmentation des stocks à Lézignan, l'augmentation des créances de la CEE : 10 MF à ce jour.

Un débat s'instaure sur ce sujet :

Philippe pense que l'éthique exige l'existence d'une réserve de trésorerie permettant d'agir en cas d'urgence.

Rony précise que la première mesure est allée dans ce sens et qu'aujourd'hui, une opération d'urgence peut être assurée.

Au cours d'un week-end de réflexion sur la politique générale de MSF prévu les 10 et 11 février 1992, une large place sera faite à ce problème.

Sylvie rajoute qu'une réflexion sur la croissance de l'infrastructure paraît nécessaire : les frais de fonctionnement augmentent de 5 % par ans, des choix d'investissements devront être pris.

JAPON - U.S.A. - PROJET DE FILM

Francis rend compte de son dernier voyage au Japon.

Les rapports y sont fortement personnalisés, l'ouverture d'un bureau ne pourra devenir effective qu'après mise en place un Comité d'Honneur. Ce n'est qu'ensuite que l'on pourra compter sur l'engagement du milieu industriel, très difficile à pénétrer. TOSHIBA et TOYOTA seraient prêts à financer des projets essentiellement portés sur l'Asie.

L'idée MSF commence à faire son chemin et a reçu un bon écho dans la presse.

Un voyage est prévu en février 1992, le Comité d'Honneur pourrait être créé dans le courant de l'année, suivi de l'ouverture d'un bureau.

ETATS-UNIS

Francis s'est rendu à Los Angeles où cinq journées de rencontres et de festivités autour de MSF étaient organisées, dont le retentissement a été très important, rapportant 45 000 dollars de dons.

Peu d'ONG du type MSF sont présentes, Francis propose l'ouverture d'un bureau à Los Angeles, dont le budget annuel serait d'environ 70 000 dollars.

Rony rappelle que c'est au sein d'une Commission Budgétaire que la décision pourra être prise

La question du rapatriement des fonds est évoquée, une procédure est en cours d'étude.

PROJET DE FILM SUR MSF

Au cours de son voyage à LOS ANGELES, **Francis** a rencontré les partenaires impliqués dans la réalisation d'un film sur MSF.

Pour éviter les interventions d'autres Sections, il paraît souhaitable que MSF International donne délégation à MSF FRANCE pour traiter avec les différents protagonistes.

Francis, Rony, Jean-Luc et Pierre sont désignés pour prendre toutes décisions sur cette affaire.

RENCONTRE AVEC LE CICR

Une délégation composée de Rony, J. De Milliano, Réginald et R. Müller, a rencontré l'équipe dirigeante du CICR.

Au cours de ces entretiens, il s'est clairement avéré que MSF et le CICR partagent la même préoccupation : l'action humanitaire sur le terrain doit être exécutée par des "opérateurs" indépendants, neutres et impartiaux.

Rony a proposé au CICR de mener une offensive concertée sur l'intrusion des Etats dans le domaine humanitaire.

Par contre, le problème du logo reste névralgique ; MSF a rassuré le Président du CICR en faisant valoir que des recherches d'un nouveau logo plus représentatif de MSF sont en cours.

Un travail commun est envisagé avec le CICR sur l'affaire complexe de l'utilisation ponctuelle de l'emblème CR pour des questions de sécurité.

Françoise rajoute que les relations de forces avec le CICR se modifient sensiblement. Des discussions sont en engagées sur la distinction entre le logo et un emblème International de protection.

La notion d'ingérence génère des positions différenciées de la part du CICR et de MSF, le CICR refusant en théorie la politique de MSF sur le témoignage. Il semble cependant qu'une politique commune finisse par être prise.

A la suite de ces rencontres, un entretien avec G. Dufoix a montré sa détermination à ne pas rentrer en conflit avec MSF.

POINT SUR L'OPERATION YUGOSLAVIE présenté par Alain

Cette opération a trouvé son origine dans l'organisation d'un précédent convoi sur Vukovar organisée par la Croatie et la CEE présentée comme une action humanitaire, en réalité servant de base à un échange politique contre la libération d'une caserne de l'armée yougoslave à Zagreb. Ce convoi n'a pu arriver à destination, stoppé à 1 km de Vukovar sur le prétexte donné par les Croates qu'un passage permettrait l'infiltration des Serbes. La proximité de Vukovar a cependant permis de recueillir des informations selon lesquelles 250 blessés graves se trouvaient dans la ville.

Une opération strictement humanitaire destinée à évacuer les blessés a ensuite été organisée sous trois conditions :

- accord politique avec les généraux Serbes et Croates portant sur la garantie de franchissement des différentes lignes de front,
- annonce sur les médias Serbes et Croates de la nature humanitaire de l'opération,
- contrôle opérationnel total de MSF.

L'opération, qui a permis l'évacuation de 109 blessés a été extrêmement difficile. Le retour s'est particulièrement mal passé : plusieurs véhicules ont d'abord été propulsés dans un champ de mines à la suite d'un barrage de la route par des chars. Le convoi reformé, un véhicule a sauté sur un explosif placé sur son passage. 4 personnes ont été blessées dont une gravement, et évacuées sur Belgrade. Il n'a pas été possible d'établir clairement la responsabilité de cette action, mais de fortes présomptions planent sur un attentat clairement déterminé.

Les circonstances de cette opérations posent question :

- Est-il opportun de réaliser une telle opération, et est-ce le rôle de MSF ?
- Un tel convoi exige une organisation minutieuse qui n'a pu être effectuée, puisque les négociations et la préparation n'ont porté que sur trois jours.
- 7 sections y ont participé sans qu'un rôle clair de coordination n'ait été déterminé.
- L'utilisation de la CEE comme paravent dans les négociations est-elle nécessaire ?
- L'opération semble avoir été utilisée à des fins étrangères à l'action humanitaire, posant le problème de la manipulation.

Une discussion s'engage sur ce sujet, **Rony** concluant que l'échec n'est pas total, des blessés pu être évacués et les lignes de front franchies pour la première fois par un convoi humanitaire.

Actuellement, 5 personnes de MSF Belgique sont présentes en Yougoslavie. MSF France envoie deux négociateurs sur place pour juger de la possibilité d'organiser un deuxième convoi, sous coordination Belge.

PROPOSITION D'EVOLUTION DES STATUTS TERRAIN

François Luiggi commente le document en annexe, **Rony** précisant que ces propositions ont été votées par la majorité de l'équipe.

Au cours de la discussion qui s'engage sur ce sujet, **François** donne quelques précisions :

- En 1990, 750 personnes sont parties en mission contre 1 300 en 1991.
- Les personnes partant de façon ponctuelle représentent 50 %, encadrées par 40 % de gens s'investissant à plus long terme (2, 3 missions ou plus), 10 % sont présents sur le terrain depuis plus de 3 ans.
- La notion de différence entre les professions a été abandonnée au profit d'une évaluation tenant compte de l'expérience, qui doit aller de pair avec une prise de responsabilité après un an de mission.
- Dans le cadre de ces propositions, le coût charges sociales pour MSF passe de 700 000 F à 300 000 F, cependant que le coût global (salaires, indemnités, charges sociales), passe de 1 882 000 F à 1 875 000 F.

Francis note qu'aujourd'hui, il n'y a plus de bénévoles sur le terrain, le CA devant en prendre conscience, particulièrement dans le cadre de la communication.

Il ajoute que la prise de responsabilité entre 18 mois et 36 mois de présence sur le terrain n'est pas évidente, l'équivalence de salaire dans cette nouvelle grille entre un senior et un responsable de programme au Siège lui paraît problématique.

Il fait également observer qu'au Siège, les notions de diplômes, ancienneté, responsabilité, sont présentes dans la grille des salaires, ces différenciations devraient donc apparaître dans le statut de senior.

Rony rétorque que cette objection est partagée par les deux candidats au poste de Directeur Général. Il propose donc que le CA procède au vote des nouvelles dispositions avec un amendement portant sur ce sujet, qui sera traité par le futur Directeur Général.

La nouvelle grille est adoptée à l'unanimité avec cette réserve.

SEMAINE DES ADMINISTRATEURS

Christophe présente le programme de la semaine des Administrateurs qui se déroulera du 21 au 29 novembre, la présence de membres du CA est vivement souhaitée.

MISSIONS VIETNAM ET LAOS

Jean-Luc attire l'attention du CA sur le sentiment d'isolement ressenti par les Missions Vietnam et Laos. Quelqu'un propose que le prochain CA entame une réflexion sur le problème des réfugiés de Hong Kong

ELECTION DU DIRECTEUR GENERAL

Francis CHARHON et **Bernard PECOUL**, répondant à la candidature au poste de Directeur Général, présentent leur profession de foi et répondent aux questions du public.

Le CA se réunit à huis-clos

Bernard PECOUL est élu par 8 voix, **Francis CHARHON** obtient 6 voix.

Une discussion s'engage sur la reconductibilité du mandat du Directeur Général.

Le CA émet le souhait qu'une réévaluation intervienne à 3 ans.

Le CA est ouvert.

Rony annonce la nomination de **Bernard PECOUL** et exprime le souhait du CA de voir introduit le principe d'une réévaluation régulière à 3 ans, pour l'ensemble des postes à responsabilité de la Maison. Cette question fera l'objet d'une discussion avec le Directeur Général lors du prochain C.A., à huis-clos.

Réunion du prochain CA le samedi 21 décembre à 14h30.